

Gautier PIROTTE
Chargé de Recherches F.N.R.S.

Liste des publications

1. Articles et ouvrages parus

PONCELET M., PIROTTE G., STANGHERLIN G. & SINDAYIHEBURA E., *Les ONG africaines en ville. Typologie, fonctionnement et initiatives en matière de développement*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2006, col. « Espace-Afrique », n°5.

PIROTTE G. & PONCELET M., Société civile et nouvelle gouvernance au Bénin. Quelques réflexions illustrées à partir de l'analyse du nouveau secteur ONG de Cotonou, *Bulletin de l'APAD*, n°26, décembre 2005.

PIROTTE G., Société civile importée et nouvelle gouvernance. Le nouveau secteur ONG au Bénin. QUANTIN P. (dir.), *Gouverner les sociétés africaines. Acteurs et institutions*, Paris, Karthala, 2005, pp. 27-45.

PIROTTE G., Les limites du nouvel ordre développeur, *Hémisphères. La revue des débats sur le développement*, n°26, Septembre – Octobre - Novembre 2004, pp.4-5.

PIROTTE G., Complexité et variété des migrations Est européennes, *Le Journal de l'Alpha*, Octobre-Novembre 2004, n°143, pp. 8-11.

PIROTTE G., Société civile et transition. Un regard sur l'évolution du projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste, *Transitions (ex Revue de l'Europe de l'Est)*, 2004, 1, vol. XLIII, pp. 111-126.

PLEYERS G. & PIROTTE G., El comercio justo como una arena y un proyecto de desarrollo. El caso de los cafeicultores en la región de Matagalpa, *Encuentro, Revista de la Universidad Centroamericana (Nicaragua)*, Año XXXVI, No.67, 2004, pp. 132-149.

PIROTTE G., Commerce équitable cherche ligne de conduite, *Politique. La Revue des débats*, n°36, octobre 2004, pp. 45-49.

PIROTTE G., *Une société civile post-révolutionnaire. Etude du nouveau secteur ONG de Roumanie. Le cas de Iasi*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2003, 223p, col. « Carrefours », n°1.

PIROTTE G., Les ambiguïtés de la « société civile », *Politique. La revue des débats*, Février 2003, n°28, pp. 38-41.

PIROTTE G. & PONCELET M., Eveil des sociétés civiles en milieu urbain et organisations non gouvernementales : les exemples de Cotonou et Lubumbashi, *Autrepart (Ex Revue de l'Orstom)*, n°23, septembre 2002, pp 73-88.

PIROTTE G., Les migrations Est européennes à l'heure de la transition, *Osmose (Dossier spécial migrations Est européennes)*, n°23, 2002, pp. 13-16.

PIROTTE G., Racisme et sentiments d'appartenance ethnique chez les 10-12 ans en milieu scolaire, GOSELIN G. & LAVAUD J.P., *Ethnicité et mobilisations sociales*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 279-297.

PIROTTE G., Exclusion des populations immigrées à l'échelon local. Quelques réflexions. *Cedem Working Papers Series*, n°2, 2000, 13p.

PONCELET M. & PIROTTE G., Un peuple et ses pères. Lubumbashi entre démodernisation et postmodernité. Approche des associations locales de type ONG, CHARLIER J.E. & MOENS F., *Modernités et recomposition locale du sens, Actes du Colloque des 19,20 et 21 mai 1999*, Mons, Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM), 1999, pp. 433-447.

PIROTTE G., Racisme et sentiment d'appartenance ethnique chez les 10-12 ans en milieu scolaire, *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol.11, 1, vol.12, 2, 1999, pp. 217-232.

PIROTTE G., Le racisme à l'école primaire à l'heure de la banalisation, KOTEK J. & MEDHOUNE A., *L'école face au racisme : les jeunes au défi de l'ethnicité*, Gerpennes, Editions Quorum, 1998, pp. 157-172.

PIROTTE G., De la difficulté aux nécessités d'être antiraciste en 1997, *Résonances interculturelles*, n°3, juillet-Août-Sept.97, pp. 2-4.

PIROTTE G., United colors of ...my school?, *Nouvelle Tribune*, n°14, avril-mai 1997, pp.25-27.

2. Articles et ouvrages sous presse (et/ou accord de publication)

PIROTTE G., La greffe d'une société civile en Europe de l'Est et en Afrique subsaharienne. Réflexions à partir des expériences transitionnelles en Roumanie et au Bénin, *Civil Society Network (CISONET) Working Paper Series*.

PIROTTE G., *L'épisode humanitaire roumain. Construction d'une crise, état des lieux et modalité de sortie*, Paris, L'Harmattan, col. « Questions contemporaines ». (A paraître en 2006)

PIROTTE G. (avec la collaboration de L. HEUSCHEN), Roles and Visions of Public Utility Foundations in Belgium, ANHEIER H. & DALY S., *Foundations in Europe: Roles and Visions*, London, Routledge. (To be published in 2006)

PIROTTE G. & PLEYERS G., A comparative Analysis of Coffee Fair Trade Arena in Tanzania and Nicaragua, *Development in Practice*, Vol. 16, Number 2 (April 2006).

PIROTTE G., *La notion de société civile*, Paris La Découverte, col. « Repères ». A paraître en 2006.

PONCELET M., PIROTTE G. (dir.), Entre marché et solidarité. Un commerce équitable et durable. Louvain-la-Neuve/ Antwerpen : Academia Bruylant & Maklu Editie. (Courrant 2006)

Résumés des publications les plus significatives

PONCELET M., PIROTTE G., STANGHERLIN G. & SINDAYIHEBURA E., *Les ONG africaines en ville. Typologie, fonctionnement et initiatives en matière de développement*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2006, col. « Espace-Afrique », n°5.

4^e de couverture : *A la fin du siècle dernier, des changements se produisirent au sein des villes africaines, fournissant un terrain sociologiquement propice à la naissance de nombreuses ONG locales : la libéralisation politique et économique, les politiques de décentralisation ainsi que les nouvelles orientations des politiques de coopération en quête de nouveaux partenaires. Ces ONG ont connu des destins très divers, mais les plus robustes d'entre elles constituent aujourd'hui la fraction la plus active de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la société civile. Celle-ci occupe aujourd'hui une part non négligeable des classes moyennes, intervient partout sous diverses formes et est encouragée par les grands partenaires du développement. Jusqu'ici, peu de recherches ont analysé objectivement ces ONG africaines. Ce livre a pour but principal d'établir une « photographie » des ONG de deux tissus associatifs africains (Cotonou et Lubumbashi), de leur genèse et de leur mode de fonctionnement et d'en dresser une typologie. Il propose également quelques mises en garde et des pistes d'analyse de l'action collective et de l'action en matière de développement.*

PIROTTE G., Société civile importée et nouvelle gouvernance. Le nouveau secteur ONG au Bénin. QUANTIN P. (dir.), *Gouverner les sociétés africaines. Acteurs et institutions*, Paris, Karthala, 2005, pp. 27-45.

Résumé : *Depuis plus d'une décennie, les notions de bonne gouvernance, de décentralisation et de société civile font régulièrement partie du vocabulaire aussi bien des chercheurs que des opérateurs du développement intervenant en Afrique subsaharienne, notamment. Elles n'ont cessé, depuis leur apparition quasi simultanée au sein des politiques de développement renouvelées des années 1980 et 1990, de susciter bien des commentaires et discours normatifs. Dans un contexte de critique de l'interventionnisme étatique centralisé, l'apparition d'une société civile composée d'une multitude d'acteurs sociaux des plus variés devait ainsi participer à la recomposition d'une « meilleure » gouvernance en Afrique subsaharienne, au même titre que l'adoption de politiques visant la décentralisation et/ou la déconcentration des pouvoirs publics. Nous voudrions, à la faveur de cet article, illustrer concrètement à partir de l'exemple béninois, le rôle du « projet » de constitution d'une société civile dans la réforme de la gouvernance en Afrique subsaharienne. Plus précisément, nous chercherons à démontrer que, loin d'entériner le retrait des pouvoirs publics hors de l'arène du développement, le projet de constitution d'une société civile peut favoriser le redéploiement de la puissance publique à travers des modes de régulations renouvelés.*

PIROTTE G., *Une société civile post-révolutionnaire. Etude du nouveau secteur ONG de Roumanie. Le cas de Iasi*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2003, 223p, col. « Carrefours », n°1.

4^e de couverture : *Noël 1989. A son tour, la Roumanie connaît sa « révolution » et bascule dans l'ère de la transition démocratique. Les associations civiques, figures emblématiques de la contestation aux régimes communistes apparaissent. Dans les premiers temps, leur rôle sera crucial, introduisant au sein de l'espace public roumain une certaine image de la société civile alors largement répandue dans cette partie du monde : celle de l'opposition, de la contestation, du contrôle du processus de démocratisation encore hésitant. Se profile bien vite, comme un nouveau constat de l'échec économique et social du communisme, la médiatisation des problèmes sociaux liés à l'enfance, notamment : orphelinats accueillant des enfants abandonnés dans des conditions débilantes, enfants errant dans les rues... De nombreuses organisations non gouvernementales internationales interviennent et alertent l'opinion publique internationale. Les ONG roumaines se multiplient et cherchent à prendre le relais de ces organismes occidentaux en transformant l'image initiale de la société civile dans ce pays. Que sont ces nouvelles ONG roumaines ? Quels en sont les acteurs ? Quelles activités développent-elles ? A destination de quels publics et dans quels buts ? Comment déploient-elles leurs activités dans un pays longtemps soumis au volontarisme étatique ? Quelle est leur place dans le nouvel espace public post-communiste ? Voici quelques unes des questions auxquelles cet ouvrage tente de répondre à partir de l'exemple des ONG actives dans le département de Iasi, une des régions les plus déshéritées de la Roumanie en transition.*

PIROTTE G., Société civile et transition. Un regard sur l'évolution du projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste, *Transitions (ex Revue de l'Europe de l'Est)*, 2004, 1, vol. XLIII, pp. 111-126.

Résumé : *Depuis plus de vingt ans, un fantôme hante l'Europe centrale et orientale. Ce fantôme, c'est celui de la « société civile ». Cette notion, forgée au cœur de la philosophie politique occidentale depuis le XVI^e siècle a connu un succès croissant au cours du défunt dernier quart de siècle. Cet article a pour objectif d'apprécier l'évolution du projet de constitution d'une société civile au sein d'une société qui, durant le règne communiste, n'a pas brillé par une dissidence particulièrement bien organisée et véhémente. On cherchera à illustrer d'une part, l'importance pour la recomposition de l'espace public local de l'existence des furtives associations civiques à la chute du régime de Nicolae Ceausescu et d'autre part, la place prise depuis par des organisations non gouvernementales locales soumises à un processus de professionnalisation-standardisation mis en place par les partenaires occidentaux du projet de constitution d'une société civile dans ce pays.*

PIROTTE G. & PONCELET M., Eveil des sociétés civiles en milieu urbain et organisations non gouvernementales : les exemples de Cotonou et Lubumbashi, *Autrepart (Ex Revue de l'Orstom)*, n°23, septembre 2002, pp 73-88.

Résumé : *Depuis plus de dix ans, dans une Afrique subsaharienne marquée par un processus de démocratisation institutionnelle ou de décompression-recomposition autoritaire, on assiste à la prolifération de pratiques associatives définies et souvent reconnues comme « organisations non gouvernementales ». Si l'on a beaucoup conjecturé et beaucoup douté à propos de ces ONG africaines et du revival associatif avec lequel elles entretiennent des rapports plus ou moins forts, plus ou moins clairs, peu de recherches ont pris soin de les prendre « au pied de la lettre » avant de jauger leurs résultats et avant de les confronter à des prescriptions explicites ou implicites. La profusion de ces nouvelles pratiques non gouvernementales ne s'est pourtant pas produite dans des contextes locaux identiques. Basé sur les résultats d'une recherche menée à Cotonou (Bénin) et à Lubumbashi (RDC) en 1998 et consacrée aux ONG urbaines, l'article propose une lecture comparative des deux « sociétés civiles » dont la vitalité et l'identité ont été fortement tributaires des contextes locaux (rapports aux pouvoirs publics d'une part et présence des bailleurs de fonds au sein de l'arène locale du développement d'autre part).*

Sous presse et/ou accord de publication :

PIROTTE G., *L'épisode humanitaire roumain. Construction d'une crise, état des lieux et modalité de sortie*, Paris, L'Harmattan, col. « Questions contemporaines ». (A paraître en 2006)

4^e de couverture : *L'année 1989 fut un tournant du XX^e siècle. Cette année, marquée par l'effondrement des régimes communistes d'Europe Centrale et Orientale, s'acheva par une révolution aussi spectaculaire qu'ambiguë en Roumanie. Ce soulèvement, apparemment populaire, a déclenché une vague humanitaire massive et brutale à l'Ouest qui se prolongea quelques mois encore après la découverte d'orphelinats mouroirs où s'entassaient des enfants laissés-pour-compte de la politique sociale du régime de Nicolae Ceausescu. Dans la chronologie des hauts faits de l'action humanitaire, l'épisode roumain semble presque oublié, demeurant coincé entre l'intervention provoquée par le tremblement de terre en Arménie en décembre 1988 et celle consécutive à la répression des Kurdes en Irak par l'armée de Saddam Hussein en 1991. Pourtant, cet épisode n'est pas dénué d'intérêt pour l'action humanitaire. Il a tout d'abord ouvert ce champ à de nouvelles qualités professionnelles et modifia la « culture d'entreprise » des organisations non gouvernementales humanitaires plutôt centrées jusque-là sur des compétences purement médicales. Il ne fut pas non plus sans conséquence sur le développement ultérieur des organisations non gouvernementales locales et la difficile émergence d'une société civile en Roumanie postcommuniste. Mais l'épisode humanitaire roumain fut surtout le moment remarquable d'une vague populaire de solidarité dont l'ampleur demeure relativement rare en Occident. Surfant sur cette vague, de nouvelles associations d'inégales capacités d'organisation et d'intervention apparurent, acheminant vivres, vêtements, médicaments ou jouets par de longs charrois de camions, camionnettes et voitures. C'est ce « porte à porte humanitaire » animé par de « simples citoyens », amateurs et bénévoles, comme par des humanitaires institués que cet ouvrage propose d'étudier.*

PIROTTE G. (avec la collaboration de L. HEUSCHEN), Roles and Visions of Public Utility Foundations in Belgium, ANHEIER H. & DALY S., *Foundations in Europe: Roles and Visions*, London, Routledge. (To be published in 2006)

Abstract: The following chapter presents a general picture of the Belgian foundations sector presenting the empirical profile of foundations, the historical background of this section of the Belgian non profit sector and its currently changing legal framework. Moreover, we propose an analysis of the roles that these foundations are expecting to play, confronting this expectation with our regular observations. We will also study the visions shared by foundations of the Belgian society and its "ideal" political organisation.

PIROTTE G. & PLEYERS G., A comparative Analysis of Coffee Fair Trade Arena in Tanzania and Nicaragua, *Development in Practice*, Vol. 16, Number 2 (April 2006).

Résumé: L'article traite du commerce équitable étudié sous l'angle d'un projet de développement. La plupart du temps, les activités de productions du commerce équitable au Sud ont surtout été étudiées en rapport avec les mécanismes du projet en lui-même. Nous désirons replacer ces activités dans un contexte plus large, celui de l'« arène » du commerce équitable dans laquelle interviennent différents acteurs (producteurs, agents de l'Etat, ONG et développeurs de tout bord, opérateurs privés...) développant diverses stratégies autour d'enjeux fondamentaux et secondaires. Pour illustrer notre propos, nous nous basons sur des études de terrain qui ont été conduites principalement en Tanzanie et au Nicaragua auprès de producteurs de café équitable en 2002 et 2003.

PIROTTE G., *La notion de société civile*, Paris La Découverte, col. « Repères ». A paraître en 2006.

Résumé: Ce « Repères » se donne principalement trois objectifs : éclairer le lecteur sur les différentes conceptions attribuées à travers le temps à la notion de société civile. Tour à tour associée aux réflexions sur le degré de civilisation d'une société (ou plus précisément le niveau de raffinement de son organisation politique), aux limitations d'un régime despotique, à l'exploitation de l'Homme par l'Homme ou encore à l'importance des pratiques solidaires pour palier aux déficiences du marché et aux limites des pouvoirs publics, la notion de société civile soulève encore dans son sillage de nombreux débats. A la suite de ce travail d'éclaircissement sémantique, on tentera de dégager trois dimensions récurrentes de la notion de société civile : (1) le fait associatif comme base sociologique de la société civile ; (2) une référence à des aspects éthiques des comportements humains en société (la dimension civile) ; (3) la notion d'espace public entendu ici comme un espace intermédiaire de communication et de délibération établi entre la sphère politique et l'individu. Enfin, les débats soulevés par cette notion doivent, en ces temps de mondialisation, également être abordés sous un angle international. La société civile est devenue, à la fin des années quatre-vingt, une notion-clé des stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté. Parallèlement à cet intérêt des acteurs de la coopération internationale, on constate la prolifération d'associations incarnant ou susceptibles d'incarner l'émergence d'un type de société civile dans des contextes évolutifs des réformes juridico institutionnelles des transitions « démocratiques » et des réformes économiques (cf. essor des organisations non gouvernementales locales). Cette floraison associative alimente désormais l'espoir d'une société civile mondialisée. Enfin, ce rêve mondialiste est également entretenu par le développement, au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, de mouvements contestataires à la globalisation économique. L'ambition ultime de cet ouvrage est simple : l'on voudrait éclairer le lecteur sur cette notion de société civile et ses usages multiples dans des univers disparates et redonner un peu de clarté aux débats en cours. Pour cela, on conviendra d'adopter ici une attitude certes critique mais néanmoins ouverte à l'égard d'une notion qui, qu'on le veuille ou non, est au croisement de multiples thèmes de discussions et de réflexions au sein de nos sociétés contemporaines.